

Délibération n°2026\_02\_05\_15

Objet : Fixation du montant de l'indemnité versée au personnel administratif – Élections - Année 2026

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU JEUDI 5 FÉVRIER 2026**

L'an deux mille vingt six, le cinq février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 30 janvier 2026, s'est réuni à 19h01, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 22**

**Nombre de membres représentés : 6**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE**

**Présents :**

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET -  
Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Francine BOYER - Fabrice IRANZO -  
Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE KERPOISSON -  
Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absents représentés :**

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Jean-Marc MALEK - Colette MORETEAU pouvoir à Romain CASAS-MATEU - Jean-  
Marc LEÏENDECKERS pouvoir à Francine BOYER - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA  
pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT

**Absent :**

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Madame Françoise BERTOUY, adjointe déléguée Ressources humaines, Entreprise, Emploi et Formation professionnelle, rapporte :**

Les agents territoriaux amenés à effectuer des travaux supplémentaires à l'occasion des consultations électorales peuvent :

- soit récupérer ces heures ;

- soit être indemnisés en indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- soit percevoir une indemnité forfaitaire pour élections, si le grade ne permet pas de percevoir des IHTS.

Le choix de rémunérer les travaux supplémentaires ou d'accorder un repos compensateur relève du pouvoir discrétionnaire de l'autorité territoriale.

#### 1 / La récupération du temps de travail :

La récupération des heures supplémentaires doit être demandée à l'autorité territoriale, compte-tenu des nécessités de service.

#### 2/ Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)

Conformément décret n°2007-1630 du 19 novembre 2007 modifiant le décret 2002-60 du 14 janvier 2002, l'IHTS est versée aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

- les fonctionnaires et agents non titulaires de catégorie C ;
- les fonctionnaires et agents non titulaires de catégorie B.

Le taux horaire est déterminé en prenant pour base exclusive le montant du traitement brut annuel de l'agent concerné, divisé par 1820.

Les heures supplémentaires sont indemnisées à hauteur de 125 % du taux horaire pour les 14 premières heures et 127 % du taux horaire au-delà, dans la limite de 25 h 00.

A titre exceptionnel, la limite des 25 h 00 est dépassée si l'agent fait déjà l'objet d'heures supplémentaires sur la période.

La majoration des heures supplémentaires est fixée à 2/3 pour le travail effectué un dimanche et à 100 % pour les heures de nuit (soit de 22 h à 7 h). Ces 2 majorations ne sont pas cumulables.

#### 3/ Le versement des indemnités forfaitaires complémentaires pour élections (IFCE)

Cette indemnité peut être versée aux fonctionnaires :

- qui ont effectivement accompli des travaux supplémentaires à l'occasion de la consultation électorale, mises sous pli comprises ;
- qui occupent un emploi susceptible d'ouvrir droit à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires et qui sont exclus du bénéfice des IHTS ;
- qui bénéficient de l'Indemnité de Fonction Sujétions et Expertise.

Concernant les élections présidentielles, législatives, régionales, cantonales, municipales, consultations par voie de référendum, élection des membres de l'assemblée des communautés européennes, l'IFCE est calculée dans la double limite suivante :

- d'un crédit global obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires des attachés territoriaux par le nombre de bénéficiaires remplissant les conditions d'octroi de ladite indemnité ;
- d'un montant individuel ne devant pas dépasser le quart de l'indemnité forfaitaire annuelle maximum des attachés territoriaux.

Soit à Pérols, 4 agents bénéficiaires de l'IFCE qui travaillent lors des consultations électorales ;

Soit un coefficient de l'IFTS qui peut varier de 0 à 8 : il est proposé de maintenir le coefficient 3.

Soit la valeur maximale de l'IFTS au 01/07/2023 : **1146,85 €**

- 1ère limite : **Calcul du crédit global = [(IFTS x coeff) / 12] \* nombre d'agents concernés**  
Soit  $[(1146,85 \times 3) / 12] \times 4 = \mathbf{1146,85 \text{ €}}$

- 2ème limite : **Montant individuel maximum par agent** =  $(IFTA \times 3) / 4$   
Soit  $(1146,85 \times 3) / 4 = 860,14 \text{ €}$

Pour respecter la double limite, le montant de l'IFCE est fixé à 286,71€ par agent et par tour d'élection (soit  $1146,85 \text{ €} / 4 = 286,71 \text{ €}$ ).

Il est précisé que l'ensemble de ces dépenses est compensé par la dotation spéciale de l'État versée aux communes.

#### 4/ Le versement d'une vacation

Si nécessaire, l'autorité territoriale peut faire appel à un agent public extérieur à la collectivité dans le cadre d'une activité accessoire ponctuelle pour assurer le bon fonctionnement du secrétariat des bureaux de vote. Cet agent fera l'objet du versement d'une vacation calculée sur la base du grade d'adjoint administratif, 5ème échelon.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le principe du versement d'indemnités, pour compenser les travaux supplémentaires effectués par les agents à l'occasion des consultations électorales ;
- Approuver le montant du crédit global des indemnités forfaitaires complémentaires pour élections tel que défini ci-dessus ;
- Dire que les dépenses correspondantes sont imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget de l'exercice en cours, sur le chapitre 012 consacré aux dépenses de personnel ;
- Décider que cette délibération est valable pour les élections organisées durant l'année 2026.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,  
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 6 février 2026

Le Maire,  
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.